

Seurot, François. *Le système économique de l'URSS*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Economie », 1989, 368 p.

Gérard Beaulieu

Volume 21, numéro 3, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702723ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702723ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaulieu, G. (1990). Compte rendu de [Seurot, François. *Le système économique de l'URSS*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Economie », 1989, 368 p.] *Études internationales*, 21(3), 637–638. <https://doi.org/10.7202/702723ar>

tiques ne veulent plus entendre parler du maudit *diamat*. C'est plutôt un long cauchemar dont ils ont hâte de se débarrasser le plus vite possible.

La richesse des sources ainsi que le travail de longue haleine qui ont donné naissance à cette publication font de *Science, Philosophy and Human Behavior in the Soviet Union* un livre de première importance, pour la compréhension tant de la science en URSS que des intellectuels américains sympathisant à la cause socialiste.

Bien que la densité de l'ouvrage exige un effort particulier pour le lecteur moins au fait de ces questions, l'organisation du livre lui permettra par contre d'aborder les thèmes de son choix à son propre rythme. Le livre est sans doute l'un des derniers à prendre le matérialisme dialectique au sérieux et ainsi, il possède un intérêt historique indéniable.

Barbara Ann GAUTHIER,
Yakov M. RABKIN

Département d'histoire
Université de Montréal

SEUROT, François. *Le système économique de l'URSS*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Economie », 1989, 368p.

Cet ouvrage est une présentation et une analyse du système économique actuel de l'URSS. L'auteur nous avertit qu'il ne s'agit pas d'une histoire économique; cependant, il prend près de la moitié du volume pour expliquer la mise en place et l'évolution des structures et des politiques, tant ces éléments sont importants pour comprendre et apprécier le régime actuel.

Seurot commence donc par présenter la situation économique de la Russie en 1913 pour conclure que si le revenu par

habitant se situait en dessous de celui des pays avancés d'Europe ou des États-Unis, l'empire des tsars était sur la bonne voie et avait à son actif des réalisations non négligeables dont celle d'avoir réussi à élever le niveau de vie d'une population qui avait quadruplé en un peu plus d'un siècle. Avec une agriculture développée, de très fortes réserves en or, des chemins de fer modernes, une industrie textile avancée, des banques bien organisées, la Russie se retrouvait alors au troisième rang des puissances économiques, à peu près à égalité avec l'Angleterre. Cette affirmation surprendra les lecteurs plus familiers avec l'état déplorable dans lequel se trouvait le pays en 1917.

Pour les premières années du régime soviétique: communisme de guerre, N.E.P. et le début des plans quinquennaux, le passage le plus intéressant est celui où l'auteur traite des origines intellectuelles de la planification de type soviétique qui ne serait pas de source marxiste. Krjijanovski, le premier responsable du plan Goelro en 1920, se serait inspiré d'un projet élaboré pour l'Allemagne par le professeur Karl Ballod en 1898. Quant au programme précis d'industrialisation adopté par Staline et le Gosplan pour le premier plan quinquennal, il venait directement d'un volume de Grinevecki, recteur antimarxiste de l'Institut de technologie de Moscou, publié en 1919.

Depuis le milieu des années 1950, les dirigeants soviétiques ont senti le besoin de modifier les structures et les méthodes de gestion économique héritées de l'époque stalinienne. L'auteur explique que jusque-là, le développement économique ne s'était fait qu'avec l'apport de nouvelles ressources. Or tôt ou tard dans ce modèle de développement, la productivité des nouveaux investissements tend à diminuer. C'est entre autres pour remédier à cette situation que, de Khrouchtchev à Gorbatchev, on a

cherché de nouveaux moyens de relancer l'économie.

Les réformes de Khrouchtchev, dont plusieurs furent poursuivies par Brejnev et Kossyguine en 1965, allaient dans le sens de la décentralisation. Cette politique n'ayant pas donné les résultats escomptés, Brejnev opta en 1979 pour la recentralisation. Après une application hésitante, la réforme de 1979 céda la place aux « expérimentations » d'Andropov et de Tchernenko. Enfin, Seurot présente la *perestroïka* de Gorbatchev et la loi de juin 1987 qui, elles, réorientent avec audace l'économie soviétique dans la voie de la décentralisation.

Les chapitres suivants de l'ouvrage traitent des secteurs particuliers de l'économie: L'entreprise et l'industrie, les prix et les investissements, l'agriculture, les salaires et l'emploi, la consommation et le niveau de vie. L'auteur y décrit les différents éléments de la production, étudie le rendement de chaque secteur, souligne les aspects positifs et les problèmes qu'on y trouve. Puis il examine globalement la performance économique de l'URSS depuis 1917 et tente de définir la nature du système soviétique. Pour lui, l'économie soviétique est une économie administrée plutôt qu'une économie planifiée comme on la définit habituellement. L'étude se termine par une présentation des « modèles » hongrois et est-allemand qui semblent avoir du succès mais qui sont des variantes « petit pays » du système stalinien. Ces exemples ne peuvent, par conséquent, inspirer directement les réformes actuelles en URSS.

Cet excellent ouvrage de Seurot est une référence qu'on ne saurait trop recommander à ceux qui veulent comprendre les mécanismes et le fonctionnement de l'économie soviétique. Par son actualité et la clarté de ses explications il permet, même au non-spécialiste, de saisir les enjeux en

cause dans la *perestroïka*, et son importance pour l'avenir du pays.

Gérard BEAULIEU

*Département d'histoire
Université de Moncton*

CANADA

GRANT, Shelagh D. *Sovereignty or Security? Government Policy in the Canadian North 1936-1950*. Vancouver (B.C.), The University of British Columbia Press, 1988, 405p.

Au cours des dernières années, les questions relatives à l'Arctique semblent connaître un regain de popularité au sein de la communauté académique et politique canadienne. De nombreux travaux, tels que ceux de F. Griffiths (1987), de J. Honderich (1987), de D. Pharand (1988) ou de T.R. Berger et D. Roche (1989), ont permis de resituer les enjeux nationaux de cette région et d'amorcer une réflexion sur les options qui s'offrent au Canada. Quelque peu en marge de ce débat sur la situation actuelle, l'ouvrage de S.D. Grant cherche plutôt à remonter aux sources de la politique arctique menée par Ottawa en observant l'évolution de l'attitude du gouvernement fédéral au cours de la période 1936-1950.

Il s'agit, de l'avis de l'auteure, d'une période-clef. Sous la pression combinée d'une élite politique montante de plus en plus consciente du potentiel des territoires arctiques et des menaces d'agression qui semblent se profiler sur l'Amérique du Nord, Ottawa se verra, à la fin des années '30, contraint d'abandonner l'attitude de « laissez faire » qui caractérisait la politique fédérale depuis la Confédération. C'est en fait à cette époque que se sont forgés les